

Opération villages roumains 15 ans d'action au service d'une coopération citoyenne

En 1998, alors que se confirme la destruction des centres historiques des villes – à commencer par la capitale – et des villages roumains, au nom de ce que le régime de Ceausescu avait baptisé la « systématisation », le monde entier, impuissant, s'émue.

A Bruxelles, certains journalistes au contact des dissidents roumains décident de lancer un mouvement d'opinion européen, en proposant à des communes occidentales « d'adopter » un village roumain menacé.

Aujourd'hui, lorsqu'un touriste se rend au Maramures ou dans l'un des fameux villages saxons de Transylvanie, il ne sait pas forcément que le réseau des chambres chez l'habitant ou encore le traçage des sentiers de randonnées sont aussi le fruit de ce formidable travail associatif européen ; Opération Villages Roumains, un réseau pionnier qui a su mobiliser l'opinion européenne sur la tragique destruction des campagnes et de la société roumaine, puis transformer l'indignation humanitaire en projets de développement et de soutien à la société civile.

Avant la chute du régime communiste, l'adoption de villages était un « concept de dénonciation en terme d'ingérence face à un régime totalitaire ». Des milliers de cartes postales portant la mention « j'adopte le village X » et portant la signature d'élus de communes européennes sont envoyées au gouvernement roumain. Le mouvement fait tache d'huile et en 1989, on dénote plus de 4'000 collectivités locales belges, françaises, suisses ou encore anglaises et allemandes qui se sont impliquées. La

coordination du mouvement compte aussi la participation d'ONG comme Médecin du Monde, Fondation France Libertés, ligues des droits de l'Homme et Architectes sans frontières.

A Pâques 1989, certains tentent de se rendre en Roumanie. Une fois le régime tombé, mairies, communes rurales, associations, tous veulent se rendre sur place et entrer en contact avec « leur village ».

Les images télévisées de la tragédie humanitaire du pays renforcent le mouvement de solidarité. Convois et collectes s'organisent un peu dans la précipitation. Un mouvement très fort, malgré le côté inorganisé de l'aide. Rapidement, il a fallu gérer la transition et ancrer le mouvement dans la durée.

Alors que les communes commencent à monter des projets de coopération à l'échelle locale (aide médicale et scolaire, échanges de jeunes, assistance technique), transformant parfois l'adoption symbolique en jumelage, le mouvement se structure pour porter des projets fédérateurs. Ainsi naissent, à partir de 1992, des associations Opération Villages Roumains (OVR) dans les différents pays concernés – fédérées par une coordination OVR-Internationale, basée en Belgique.

Aujourd'hui, OVR compte six entités : OVR Internationale, OVR Roumanie, OVR Belgique francophone, OVR France, OVR Pays-Bas et OVR Suisse.

« Toutes la difficulté, mais aussi tout l'intérêt de l'affaire a été de transformer ce formidable élan de solidarité en un mouvement de partenariat, en s'efforçant

de déboucher sur des projets à moyen terme de développement local et, surtout, de développement du mouvement associatif » (Edith Lhomel, une des fondatrices du mouvement et vice-présidente d'OVR France.)

Puis, en 1992, la réflexion sur la mise en valeur du patrimoine local donne naissance à un important projet de développement du tourisme rural qui devient Retea Turistica (Réseau touristique) et organise de façon durable un réseau de tourisme rural à travers plusieurs régions du pays. Peu à peu, le nombre de communes impliquées se réduit, mais on compte aujourd'hui encore quelque 600 collectivités et associations locales européennes actives en Roumanie, en provenance principalement de Belgique, France, Suisse et Pays-Bas. Côté roumain, la création d'OVR Roumanie permet rapidement de fédérer les microprojets et de pérenniser de véritables partenariats.

Aujourd'hui, chaque association nationale poursuit ses projets spécifiques : OVR France continue de travailler à la formation des acteurs locaux et au renforcement du réseau touristique (tout comme OVR Suisse), ainsi qu'à l'inventaire des actions dans le but de valoriser l'expérience et les savoir-faire du réseau, tandis qu'OVR Pays-bas s'attache à valoriser le patrimoine des églises saxonnnes et OVR Belgique francophone mène, notamment en collaboration avec OVR Suisse un travail de sensibilisation sur la question du trafic d'enfants.

Anne Madelain
Courrier des Balkans (extrait)

Assemblée générale

Salle communale, Saint-Légier, samedi 23 avril 2005



La commune de St-Légier, située au cœur de la Riviera vaudoise, accueille cette année l'Assemblée générale d'OVR-CH. Elle s'étend des portes de Vevey, de Gilamont jusqu'aux Issalets et à la Joux, en face du lac des Joncs, sur une superficie de 1519 hectares. St-Légier-La Chiésaz n'est pas un village très touristique, et pourtant, avec son château, son église du XII^e siècle, ses maisons arborant des caricatures, son panorama exceptionnel et sa sensation de bien-être, le touriste ne peut qu'être incité à venir découvrir les merveilles de la région !

* * *

Dès 8h30 Accueil, inscriptions, achat des bons de repas
9h00 Salutations, Christiane Béguin, Présidente d'OVR-CH
Présentation de l'activité du Groupe de solidarité St-Légier – Morareni :
M. Laurent Etter, Président

Début de la séance statutaire

Ordre du jour proposé

1. Adoption de l'ordre du jour proposé
2. Adoption du PV de l'Assemblée générale 2004, Meyrin 8 mai
3. Rapport d'activité 2004
4. Comptes 2004 – Rapport des vérificateurs
5. Adoption des comptes et décharge du Comité
6. Budget 2005
7. Fixation des cotisations 2006
8. Elections 2005 – 2009 :
 - Comité
 - Présidence
 - Vérificateurs des comptes
9. Lieu de la prochaine Assemblée générale : Propositions ?
10. Divers et propositions individuelles

10h30 **Allocutions** : M. Ian Maxim, Ambassadeur de Roumanie (à confirmer)
M. Jean-Claude Richard, Ambassadeur de Suisse, excusé
11h00 Les origines d'OVR, Mihnea Berindei
11h30 Message de l'autorité de St-Légier : M. Ernest Cardis, Syndic
 Apéritif
12h15 **Repas**
14h00 Film OVR 15 ans
14h15 Débat conduit par M. Alex Décotte, journaliste
 «Opération Villages Roumains : 15 ans sur le terrain – Quel avenir pour OVR-CH et les Associations locales ?»
env. 16h00 **Clôture** : C'est en l'église du lieu que le Groupe de St-Légier s'est engagé pour aider Morareni. Les personnes qui le souhaiteront pourront s'y retrouver un court instant, 15 ans après.

Inscriptions auprès du Secrétariat OVR SUISSE

Parcours élogieux d'une stagiaire



Emilia Trasculescu

Teslui (dans le département de Dolj) est une région campagnarde sise au sud ouest de la Roumanie ; c'est là que grandit Emilia Trasculescu ; elle y suit quatre classes primaires, puis c'est le gymnase dans la ville de Craiova. Elle fréquente l'Université de Cluj Napoca : elle choisit la Faculté agricole et vétérinaire ; sa spécialisation, la zootechnie. Un parcours sans histoire ni obstacle, pourtant peu commun pour une jeune fille. Sa licence en poche, elle sait qu'elle ne s'est pas trompée, mais pour être complètement en accord avec elle-même, elle opte pour une zone de montagne, là où les paysans s'accrochent avec d'autant plus de mérite à leur lopin de terre.

Elle est engagée en 1985 par une « Unité de production » à Chiheru de Jos (département de Mures). Là, elle entend parler de stages agricoles organisés précisément par la FAER de Reghin (même département). Considérant cette opportunité comme utile pour son activité, elle s'inscrit, suit les cours de langue française requis (dispensés à ce moment-là par un professeur de français de Morareni).

Puis c'est le départ pour... la Suisse, au printemps 1994 ; 4 mois de stage (c'est le règlement dans le canton de Vaud) qu'elle effectue au Mont-sur-Lausanne, chez Erica et Pierre Laedermann. Elle participe à tous les travaux de la ferme (production végétale) ainsi qu'auprès du cheptel bovin (45 têtes, dont 25 vaches laitières). Deux semaines aussi de théorie à l'Ecole d'agriculture de Marcellin sur Morges (élevage et bovins) et quelques heures de ménage.

Elle conserve précieusement l'attestation du « cours d'appui en agriculture générale » daté du 2 septembre 1994, signé de Pierre-Yves Bachmann (encore directeur) et de l'organisateur du cours, Jacques-Henri Bichsel (maintenant retraité du SRVA et secrétaire de FoRuRo).

Séjour utile

De retour à Chiheru, elle s'empare de son expérience accumulée en Suisse pour expliquer à « ses » producteurs

de lait de la région la technologie de chez nous, en adaptant un modèle qui pourrait être un premier pas vers une amélioration de la production. De cette approche, un seul paysan est réceptif ; il a deux vaches ; ses voisins se laisseront peu à peu convaincre : « une bonne année » dit Emilia pour sentir faiblir la résistance.

De quoi la persuader que la voie doit être poursuivie ; c'est la raison pour laquelle son ambition ne s'arrête pas là.

Durant les années suivantes, elle passe haut la main plusieurs concours proposés par le Ministère de l'agriculture de Bucarest : ce qui lui ouvre les portes de la Direction pour l'agriculture et le développement rural du département de Mures. Son bureau est sis dans le bâtiment départemental dans la ville de Targu Mures, au service de la zootechnie.

La première !

Aujourd'hui, elle en est la directrice : 18 communes dans une zone de montagne sous sa responsabilité. Elle a gagné un défi d'abord face à ses supérieurs, mais aussi à l'égard des exploitants qu'elle veut aider. Son cahier des charges s'est évidemment épaissi. Il est à relever qu'elle est la première femme en Roumanie à accéder à un tel poste. Actuellement, elle est la seule dans toute la Transylvanie (12 départements) ; elle n'a que deux collègues féminines à ce niveau de responsabilités dans le pays.

Jamais jusque là ses capacités professionnelles n'ont été remises en question ; inutile de préciser qu'elle a mis toute son énergie dans cet itinéraire.

Les personnes qu'elle est chargée d'encadrer sont au nombre de... 105 ! On attend d'elle l'encouragement de l'information auprès des associations professionnelles privées régionales, la recherche d'impact pour la communauté et pas seulement les individualités, la coordination de l'inspection générale de tous les secteurs. Son département par exemple est le premier concernant l'insémination artificielle et le pâturage naturel. Au nombre de ses dossiers, quatre projets avec la Banque Mondiale, qu'elle doit suivre personnellement. En résumé, la communication, voilà l'élément essentiel de toute avancée.

Le jour de l'interview, elle interrogeait son ordinateur : eh oui, cette fonctionnaire publique venait d'obtenir le 8^{ème} rang sur... 1250 candidats d'un concours (master) après un an de préparation en formation continue. Le bouquet de félicitations est ici de mise ! Au risque de froisser sa modestie, il convient de conclure en soulignant que le poste qu'elle occupe lui vaut de se déplacer sur le terrain en voiture de fonction, avec chauffeur, s'il vous plaît.

Janine Roulier

ECHOS DES ASSOCIATIONS

Coopération pour un développement vrai

Apprendre à partager ses expériences

Nous sommes dans le sud-est de la Transylvanie, dans le județ de Covasna. C'est là que les Carpates Méridionales (ou Alpes de Transylvanie) rencontrent la partie méridionale des Carpates Orientales. Oituz (Ojtoz, en hongrois) est un village marginalisé dans une commune elle-même périphérique, formée de trois entités villageoises : Brețcu (Bereck), qui donne son nom à la commune, Mărtănuș (Kézdimartonos) et Oituz. Si Brețcu est une vieille localité de haut plateau (550 m.) – occupée déjà par les Romains (*Castrum Angustia*) –, Oituz contrôle le passage de ce que la tradition orale rapporte comme la « Porte orientale de la Transylvanie ». La commune de Brețcu, 4 000 habitants (recensement de 2001), est la plus orientale que l'on rencontre dans le județ, avant de traverser l'arc des Carpates en direction de la Moldavie. Nous sommes dans le monde culturel des Székely, une communauté magyarophone se trouvant au centre de la Roumanie actuelle, mais qui occupait le sud-est de l'ancienne monarchie hongroise puis de l'Empire austro-hongrois ; ils formaient les contingents des garde-frontières de ces « confins militaires » de Transylvanie, des paysans-soldats utilisés comme remparts contre les invasions ottomanes. La petite ville de Târgu Secuiesc (Kézdivásárhely, en hongrois), est le centre de polarisation de toute la zone rurale qui se trouve au nord-est de la dépression d'un affluent de l'Olt, le Râul Negru (Feketeügy). Elle n'est distante que de 16 kilomètres de Brețcu, sur la route principale qui va de Brașov à Bacău, en Moldavie. Sa population de 22'000 habitants (dont 92% de magyarophones) en fait le second centre du județ de Covasna, après le chef-lieu, ce qui lui a valu d'être élevé au rang de Municipie (*municipiu*) en novembre 2000. Le centre de la ville a gardé sa topographie d'origine, probablement unique en Europe, présentant une disposition rayonnante de toute une série de ruelles – souvent en impasse – autour de la place centrale de l'ancien marché. Il s'agissait d'autant de cours intérieures dans lesquelles se regroupaient les différentes corporations et les sociétés artisanales de l'époque.

Le point commun entre ces deux localités d'importance très inégale réside dans le fait d'être en relation de partenariat avec la commune d'Yvonand et l'association OVR qui s'y est créée. Ce sont des décisions extérieures prises au lendemain de la politique de systématisation

de Ceaucescu qui attribuèrent le « parrainage » d'Oituz à Yvonand ; ce sont des décisions volontaires des membres eux-mêmes qui ont créé des liens de « partenariat » entre une association privée, dont le siège social se trouve à Târgu Secuiesc et l'Association d'Yvonand.

Les situations créées par cette double relation entre Yvonand et des associations locales en Roumanie sont des exemples particulièrement parlants de l'importance de la participation active des bénéficiaires dans toute relation de développement. Sans cette participation, toute coopération reste illusoire et ne sert à rien... si ce n'est à se donner bonne conscience !

Oituz : d'une aide à une volonté de coopération

Nous vous avons présenté, à l'époque (*Le Réseau*, N° 4, juin 1997) les premiers projets qui avaient été soutenus par Yvonand pour l'*Asociația de Prietenie* d'Oituz. C'est l'histoire « classique » d'une aide d'urgence – surtout dans ce village marginalisé – qui passe progressivement à une coopération pour des projets communs. C'était la période faste où le bus qu'ils géraient leur a permis de connaître une brève période de mieux-être.

Mais apprendre à se responsabiliser n'est pas facile ; l'Association d'Oituz l'a appris à ses dépens. Le bus fut progressivement détourné de ses buts premiers, sans que la population ne s'en rende réellement compte et sans qu'elle puisse – et n'ose – réagir ! Il a fallu prendre des décisions pénibles : la dénonciation et la rupture du contrat de location du bus, ainsi que sa vente (l'Association d'Oituz en était propriétaire) pour éviter toute nouvelle manipulation par certains des responsables, à commencer par le maire de la commune... qui, à l'époque, était président de l'association !

L'argent provenant de la vente a été bloqué sur un compte en devises, pour éviter toute dévaluation, en attente d'un nouveau projet de développement, accepté par les deux associations, celle d'Oituz et celle d'Yvonand. Mais il n'y a jamais eu de projet suivant ! Ce ne sont pas les domaines qui manquent pourtant : il n'y a pas d'adduction d'eau dans le village ; la distribution électrique est vétuste et dangereuse même dans le quartier de l'usine ; il n'y a pas de salle de réunion, de la culture, alors qu'un tout nouveau centre culturel a été inauguré à Brețcu. Quel rôle doit jouer la commune ? Quelles sont les obligations de la commune vis-à-vis d'un

de ses villages marginalisés, avant de faire intervenir une association sans but lucratif ? L'apprentissage de la démocratie dans le contexte de la Roumanie actuelle n'est pas toujours facile, surtout quand on est marginalisé par les siens...

L'Association OVR d'Yvonand a tout essayé pour neutraliser les actions négatives du maire vis-à-vis de la population d'Oituz ; elle a même porté le cas devant le président du Conseil du județ de Covasna, à Sfântu Gheorghe (Sepsiszentgyörgy). Le maire a été réprimandé et ses agissements ont été condamnés, mais il a quand même continué à détourner le bus, avant sa vente par l'Association d'Oituz ; à promettre aux jeunes la mise à disposition d'une salle de réunion, avant de la louer à un privé pour des activités commerciales ; à s'occuper de façon très particulière de la réfection des compteurs électriques d'une partie du village, avant de « rançonner » la population du hameau et de détourner une partie des sommes versées par elle pour ce faire...

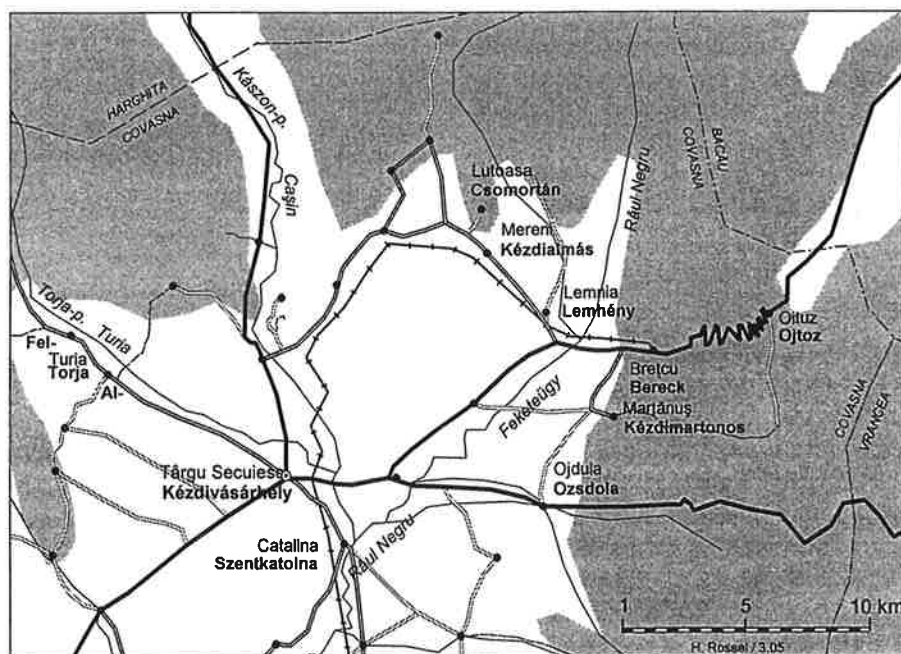
L'Association OVR d'Yvonand a tout essayé aussi pour soutenir les membres de l'Association d'Oituz, pour les encourager à prendre des décisions responsables, dans les domaines où ils peuvent le faire, pour améliorer leurs conditions de vie ; elle leur a suggéré différents projets de développement, dans lesquels les deux associations pourraient collaborer, mais elle n'a jamais rien voulu imposer. Elle n'a jamais non plus voulu se substituer à eux et faire à leur place ce qu'ils sont parfaitement capables de réaliser eux-mêmes. Il est si simple de « faire à la place

de » ; il est beaucoup plus constructif de « faire avec » ! Mais, pour cela, il faut avoir la « volonté » de passer d'une aide passive à une coopération vraiment active. C'est le moteur même du développement réel, quel que soit le projet choisi par les deux partenaires...

Les gens d'Oituz n'ont pourtant jamais voulu franchir ce pas, d'un point de vue concret. Ils ne se parlent pratiquement plus d'un quartier du hameau à l'autre ! Les gens « d'en bas », le long de la route principale, propriétaires de leurs habitations, plus cossues, refusent que quoi que ce soit puisse être fait au profit des gens « d'en haut », du quartier de l'usine sur un chemin de traverse à l'orée de la forêt, qui sont devenus propriétaires des « baraquements » appartenant à l'ancienne usine d'Etat, à l'époque communiste.

Depuis lors, il y a une situation de « blocage total » de la part des personnes responsables (?) de l'Association d'Oituz. Seuls les courriers envoyés par l'interprète permettaient à l'Association OVR d'Yvonand de rester au courant de l'évolution (?) de la situation. Cette situation de blocage rend illusoire toute autre forme de participation avec Oituz dans la situation actuelle. Il n'est plus possible de continuer cette *perfusion* à distance qui ne sert strictement à rien, puisque les promesses faites, lors des retours sur place, ne sont jamais tenues !

Une décision lourde de conséquences a dû être prise par l'Association OVR d'Yvonand ; elle a été transmise par une délégation mandatée à cet effet en Roumanie, durant l'été 2003. Devant la situation en dégradation constante et l'absence totale de réaction positive de la part des responsables de l'Association d'Oituz – et conformément à ce qui



leur avait été dit trois ans plus tôt –, il leur a été signifié que l'Association d'Yvonand interrompait, sans le dénoncer, le partenariat entre les deux associations, jusqu'à ce que les membres d'Oituz se mettent d'accord entre eux, réagissent de façon active et proposent un projet crédible, accepté par les deux parties du village. Ils ont également été mis au courant de la décision de l'Association OVR d'Yvonand de collaborer ponctuellement avec une autre association de la région, formée de jeunes déjà engagés dans le développement de différents projets culturels et sociaux, motivés par une « collaboration réelle » et non par une attente passive.

Il est navrant de devoir en arriver là, mais, si c'est la seule façon de faire réagir les gens et de leur montrer une certaine cohérence, cette situation extrême n'aura pas été inutile. Il faut espérer que la situation nouvelle les incitera à se poser les bonnes questions et à avoir le courage d'y apporter les bonnes réponses. Ils sont les seuls à pouvoir les apporter, pour autant qu'ils le veulent !...

Pour l'instant, il n'y a toujours eu aucune réaction de la part de l'Association d'Oituz. Comment imaginer un dialogue sans interlocuteur ? Comment imaginer un « partenariat » sans partenaire ? S'il n'y a pas un minimum de motivation et de volonté, est-il possible de concevoir un dialogue constructif qui puisse déboucher sur quoi que ce soit dans le domaine du développement, même et surtout dans un milieu rural ?

Târgu Secuiesc : une association privée pour un développement socioculturel

Et pendant ce temps-là, cela fait des années que des jeunes de la commune voisine de Lemnia (Lemhény, en hongrois) cherchent vainement un partenaire occidental – OVR ou non – pour les aider à concrétiser différents projets culturels et sociaux pour l'ensemble des communes de leur région. Ces jeunes se trouvent à 3 km de Brețcu (et à 14 km d'Oituz, de l'autre côté du col) !

Partant de l'observation que les villages de la région sont très isolés, ils ont envisagé de créer un cadre juridique pour faciliter la résolution des problèmes locaux par une association qui permette de rompre la monotonie et l'inertie de la vie quotidienne des habitants, de créer des liens avec les habitants des autres villages, de contribuer à leur intégration professionnelle et sociale, à leur assurer différentes aides. Ils précisent eux-mêmes :

« Notre objectif principal est le développement du village, et des villages des environs, dans les domaines de l'information, de la culture et de l'économie. Afin d'atteindre notre but, nous envisageons de créer un Centre d'information. Le point de départ consiste en une collection de livres. (...) Nous voudrions mettre à la disposition du public la bibliothèque de feu le Dr. Árpád Bányay. Toutefois, [à côté] de cette source de culture et de connaissance traditionnelle, nous voudrions faire fonctionner des appareils numériques, avec un accès à Internet, et une vidéothèque. Notre centre assurerait une activité culturelle et d'enseignement aussi, en organisant des cours intensifs de langues étrangères et des soirées culturelles » .

Les membres fondateurs de l'Asociația NEXT sont des jeunes d'une trentaine d'années, de la même famille, tous engagés dans la vie professionnelle : une assistante sociale, une journaliste et un spécialiste en informatique. Ils maîtrisent le français et/ou l'anglais, ce qui permet de faciliter la transmission des informations, sans devoir passer par l'intermédiaire du hongrois, leur langue maternelle à tous les trois.

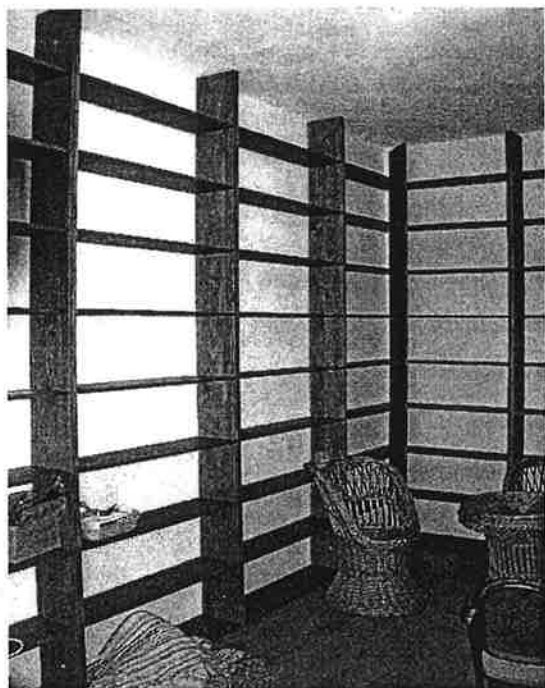
Le noyau autour duquel ils ont voulu développer leur infrastructure est une bibliothèque de plus de 10'000 livres appartenant à leur grand-père, un médecin humaniste décédé il y a quelques années. La famille et l'association créée par les jeunes (dont les fondateurs sont donc membres de cette famille) sont d'accord de collaborer à la réalisation de ce projet.

Mais l'Association NEXT a une portée beaucoup plus large que la simple création d'une infrastructure de bibliothèque ; celle-ci n'est en fait qu'un premier aspect de leur projet total. Le nom entier de l'association, tel qu'il apparaît sur leurs statuts et sur le PV de leur Assemblée constitutive est : « Asociația NEXT Centru de reintegrare socioprofesională ». L'Association NEXT constitue une personne juridique de droit privé, association roumaine sans but lucratif. Le siège en était à l'adresse de la présidente, dans la localité de Lemnia/Lemhény. Mais une « décentralisation » à Târgu Secuiesc a été rendue obligatoire à cause du loyer exorbitant demandé par le maire de Lemnia, pour pouvoir louer un local où entreposer l'ensemble des livres du Dr. BĂNYAY décédé. Ce changement important par rapport à leurs idées initiales prouve que les relations entre les associations privées sans but lucratif (ASBL) et les autorités politiques locales sont bien souvent les mêmes ! Brețcu et son ancien maire n'ont pas le monopole des agissements peu responsables et irréflectifs...

Comme ils ne pouvaient pas rester dans la maison de fonction qu'occupait le Dr. BĂNYAY de son

vivant, les jeunes ont résolu le problème en ayant l'opportunité de trouver des locaux chez les parents d'un des membres du Comité : mise à disposition de 4 pièces dans un immeuble de la ville de *Târgu Seciulesc*, pour un montant correct. Mais il fallait en terminer l'aménagement...

Une rencontre entre l'Association OVR



d'Yvonand et les responsables de l'Asociația NEXT, durant l'été 2003 à *Târgu Seciulesc*, a permis de jeter les bases d'un accord de collaboration entre nos deux associations. Au cours de la discussion, à mesure que les questions se précisaient et focalisaient l'objet de la rencontre, les jeunes ont sorti les documents relatifs aux sujets abordés et les ont présentés spontanément pour étayer leurs dires. Une preuve de plus de leur sérieux et de leur motivation très forte...

L'objectif premier de l'Association NEXT reste cependant celui de la création d'une *bibliothèque publique*, en partant du fonds initial dont les petits-enfants ont hérité, mais qu'ils n'ont pas voulu morceler. L'année précédant notre rencontre, une équipe de *Jeunesse Sans Frontière - France (JSF)* leur avait déjà fait un don pour le projet bibliothèque de l'Association NEXT, pour leur permettre de démarrer dans les aménagements indispensables pour la mettre en place. Ils avaient été séduits par le projet et restent attentifs à son évolution, même si l'objectif premier de leur collaboration est tout autre, comme nous le verrons plus bas.

Le développement de leur projet vise à l'acquisition d'ordinateurs pour permettre des connexions Internet, à mettre à disposition des jeunes, écoliers et étudiants, pour leurs différents travaux scolaires, et pour permettre un lien à la culture mondiale. Le premier ordinateur acquis devrait servir à la *gestion rationnelle* de la bibliothèque, en suivant le classement international recommandé par les programmes spécifiques pour bibliothécaires.

Parallèlement, l'aménagement d'une pièce devrait permettre aux écoliers qui font leurs études secondaires et gymnasiales à *Târgu Seciulesc* de faire des *devoirs surveillés*, en attendant leur retour chez eux, en bus, dans les villages environnants. Le local se trouvant près du centre de la ville, cela permettrait aussi aux jeunes de ne pas traîner à rien faire en attendant leur bus.

Conçu par des jeunes des milieux ruraux pour des jeunes des villages environnants, leur déplacement forcé en ville n'a, en rien, entamé leur détermination première. Cela mérite d'être mis en évidence et apprécié à sa juste valeur.

Dans l'immédiat, il fallait poser les sols pour pouvoir monter les rayons de la bibliothèque et la rendre opérationnelle le plus rapidement possible. Yvonand a donc accepté d'entrer en matière pour cela. Un *accord de partenariat* et un *premier contrat de collaboration* ont été passés entre les deux associations. Le rapide passage fait, fin novembre 2003, à l'occasion de l'Assemblée générale d'OVR-RO à Săliște, a permis de confirmer l'avance rapide des travaux et le bien fondé de l'engagement d'Yvonand, sans ponctionner une part trop importante de son capital et, donc, sans pénaliser Oituz en cas de réveil immédiat.

Les difficultés, les retards et les contretemps rencontrés sont inhérents à toute entreprise, y compris dans la chronologie des différentes étapes à franchir. D'un point de vue pratique, ils tournent autour de trois points :

- *La question des étagères.* Leur montage a pris quelques mois de retard, la qualité du bois que le fournisseur leur avait proposé dans un premier temps ne correspondant pas à leur attente. Les locaux de la future bibliothèque sont maintenant équipés ; tout est fonctionnel. Il ne reste plus qu'à (!) disposer les livres dans les rayons prévus à cet effet. Mais cette mise en place ne pourra, elle-même, se faire qu'une fois le catalogage des livres terminé. Et ce dernier ne pourra véritablement progresser qu'une fois le logiciel pour la gestion choisi.

- *Le logiciel de gestion de la bibliothèque.* La question n'est pas simple. Au cours de leurs recherches, on leur a signalé un programme en hongrois « Szirén », qui semble idéal pour des

ECHOS DES ASSOCIATIONS

petites bibliothèques, mais d'un prix assez élevé. Proposition leur a aussi été faite de « créer » un logiciel de ce type, par une personne de Oradea, pour les quatre cinquièmes du prix. Nous les avons dissuadés de se précipiter pour prendre le premier logiciel venu, et surtout de ne pas en faire un par quelqu'un qui n'est pas spécialisé dans ce domaine, même si c'est pour un prix apparemment inférieur ! Il faut songer à la maintenance et au fait que ce type de programme ne sera pas garanti... Nous avons également regardé, ici en Suisse, pour voir les différentes possibilités de programme en anglais et en hongrois (leur langue maternelle), neufs, en *share ware* ou mêmes gratuits. Certaines de nos connaissances – mises en chasse pour faire une étude comparative en ce domaine (une personne travaillant à la bibliothèque de l'Université de Budapest, un ami – en Suisse – spécialisé dans les programmes pour la gestion des bibliothèques) – nous ont transmis des conseils plus précis et adaptés à leurs besoins. Nous les leur avons communiqués l'été dernier, sur place. Partage d'informations et d'expériences... Ils en font la synthèse actuellement et, ensemble, nous prendrons bientôt une décision à ce propos.

- *Des ordinateurs pour le Centre culturel.* Un membre de la coordination OVR-Suisse a mis l'un d'entre nous au courant qu'un Institut de management, à Lausanne, mettait une douzaine d'ordinateurs à disposition pour être acheminés en Roumanie. Des contacts pris immédiatement avec la responsable du matériel nous ont permis d'obtenir 11 PC complets, comportant tous une carte réseau. Ces appareils, actuellement à *Târgu Secuiesc*, permettront de pourvoir à la gestion des livres de la bibliothèque, pour l'un d'entre eux, et d'équiper la salle de connexion prévue dans le Centre pour avoir accès à Internet, pour les dix autres. L'équipement de cette salle se fait en parallèle avec celle de la bibliothèque et du prêt des livres.

Extension : des animations culturelles entre jeunes pour des jeunes

Une autre collaboration très fructueuse s'est mise en place entre l'*Asociația NEXT* et des jeunes Français de *Jeunesse sans Frontière* (JSF). Progressivement spécialisés dans l'animation de groupes et dans la formation d'animateurs, ces derniers apportent leurs connaissances et partagent leurs compétences, dans et par l'animation d'activités de loisirs pour

les plus jeunes des villages proches de *Târgu Secuiesc/Kézdivásárhely*.

Avec l'aide de cette équipe de *Jeunesse Sans Frontière* (JSF), l'Association *NEXT* met sur pied, depuis près de trois ans, une série d'« animations culturelles » pour et avec les jeunes des deux villages de *Lemnia* et de *Catalina* : trois semaines de collaboration entre les deux associations pour transformer les écoles des villages en centres de loisirs et offrir, à près de 250 enfants des vacances différentes. Pour l'été 2004, les deux associations y ont ajouté encore un nouveau projet d'« animations itinérantes ». Le groupe qui s'en occupait proposait deux ou trois journées d'animations et d'activités créatrices pour les



enfants les plus démunis dans cinq villages autour de *Târgu Secuiesc (Kézdivásárhely)* : *Lemnia (Lemhény)*, *Mereni (Kézdialmás)*, *Lutoasa (Csomortán)*, *Ojdula (Ozsdola)*, *Turia (Altörja)*. Ces animations se sont étendues sur deux semaines. On avait fait remarquer à la délégation d'Yvonand qu'une activité semblable pouvait très bien être menée avec *Oituz* et *Brețcu*, si une collaboration parvenait à s'établir entre eux (*NEXT* et *JSF*) et les autorités publiques. Un accord a effectivement été passé entre eux et les représentants de l'école d'*Oituz* pour inclure le hameau d'*Oituz* dans le nombre des villages sélectionnés pour ces animations itinérantes, mais les contacts avec les responsables de l'école d'*Oituz* n'ont pas été des plus cordiaux...

Outre l'impact positif que ces animations apportent aux enfants des villages, souvent laissés à eux-mêmes, et la richesse des échanges sociaux qui en découlent (avec les enfants, les instituteurs/trices, les parents), ce qui est remarquable est la complémentarité, voire même la complicité, qui se met en place entre eux,

NEXT et JSF. Des jeunes aident des jeunes ; des jeunes forment des jeunes : un véritable échange et un dialogue constructif s'instaurent entre eux, une collaboration basée sur le savoir culturel des uns, le savoir-faire technique des autres. Le tout débouchant sur une expérience partagée, au profit de plus jeunes encore en milieux ruraux marginalisés.

La création d'un Centre social et culturel, la mise sur pied d'animations estivales : n'y a-t-il pas, là, de quoi trouver des signes porteurs d'espoir et de promesses de la part de la génération montante en Roumanie ?

La société roumaine est en pleine évolution, en pleine mutation ; elle est surtout en plein questionnement. Les jeunes tout particulièrement ! Las d'attendre un changement de la part de leurs aînés, ils prennent le taureau par les cornes, dans les domaines où ils peuvent le faire, et s'investissent à fond. Ils veulent apprendre et se former ; apprendre à apprendre : apprendre pour se former... avant de former les autres.

Les contacts que notre Association OVR a pu établir avec les jeunes de l'Association NEXT, ainsi que le type de relations qui s'est construit entre ces derniers et les jeunes Français de *Jeunesse sans Frontière* (JSF), sont particulièrement révélateurs de cette nouvelle approche. Une nouvelle génération se profile, prend la relève et privilégie les contacts humains.

Ceux qui président l'Association NEXT sont de ceux-là. Même le nom qu'ils ont donné à leur association est révélateur de leur attitude, qui procède elle-même de la réflexion portée sur leur propre société. Sans revenir ici sur ce qui a déjà été présenté, ils ont la chance de faire partie d'une famille connue et réputée dans la région ; ils ont la chance d'avoir eu des exemples de vie de personnages hors du commun, ayant un charisme et un altruisme peu courant (nous songeons particulièrement à leur grand-père, que nous avons eu la joie de rencontrer de son vivant, il y a 15 ans déjà !) ; ils ont la chance de bénéficier d'un capital culturel dont ils ont hérité, sous la forme des 10'000 volumes de son ancienne bibliothèque. Tout cela est vrai.

Mais, rien ne les obligeait à en faire l'usage qu'ils ont choisi ; de ne pas morceler ce patrimoine inestimable ; de le mettre à disposition des autres sous certaines conditions ; d'utiliser ce capital culturel comme noyau et comme point de départ de toute une vie sociale qu'ils aimeraient pouvoir développer pour les jeunes des milieux ruraux de leur région ! On retrouve cet altruisme et ce désir de se mettre au service des autres.

C'est ce qui nous a toujours plu chez eux et dans l'association qu'ils avaient créée, avant que nous ne les connaissions et qu'ils entrent en contact avec nous.

Pour l'Association OVR d'Yvonand, l'aspect intéressant de cette collaboration – outre sa valeur intrinsèque – est qu'il possède déjà un cadre formel (une structure associative) et matériel (un fonds culturel) pour la création de l'infrastructure de base. De plus, l'accord de partenariat d'Yvonand avec l'Asociația NEXT est ponctuel ; il peut prendre toutes les formes jugées appropriées et acceptées par les deux associations, dont celle de collaborations précises dans des cas spécifiques. Il n'y a donc pas d'engagement à long terme indispensable, ce qui serait préjudiciable à Oituz. De par ailleurs, il n'est pas passé avec une *administration publique locale* (APL) ; il échappe donc à la corruption administrative ambiante ! Enfin, cette situation particulière dans les communes voisines de Brețcu pourrait peut-être inciter les gens d'Oituz à se réveiller finalement, à les faire sortir de leur torpeur et de leur attitude d'« attentisme ».

Cette double expérience vécue par l'Association d'Yvonand met en évidence l'éternel dilemme que se posent encore pas mal de personnes voulant travailler dans le cadre du développement : *assistance* ou *coopération* ? En fait, ce n'est pas un dilemme ; c'est une fausse question ! On en revient toujours à ce qui apparaît – à première vue – comme les deux branches d'une alternative, alors que le problème ne se pose tout simplement pas.

L'*assistance* maintient la dépendance et ne favorise pas la prise en charge de la population par elle-même. Il y a toujours un « assistant » et un « assisté ». C'est la voie de la facilité.

Par contre, la *coopération* bien comprise est plus exigeante, car elle implique la concertation, le dialogue et l'engagement vrai de tous les partenaires. Mais c'est la seule qui permet de résoudre les problèmes, car elle est la seule qui permet de remonter aux causes des problèmes et des dysfonctionnements éventuels. C'est aussi la seule qui permet l'apport d'un *développement* certain, « vrai », même s'il est lent et se fait au rythme des gens qui en bénéficient. Cependant, elle requiert un postulat de départ : il faut le vouloir, des deux côtés, et être solidaire de l'action entreprise...

Hubert ROSSEL

Adoption en Roumanie : Nouveau paquet législatif

À la mi-juin 2004, le Parlement roumain a adopté le projet de loi concernant la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Office roumain pour les adoptions, le projet de modification de l'Ordonnance d'urgence du Gouvernement 12/2001 concernant la création de l'Autorité nationale pour la protection de l'enfance et l'adoption, la Loi concernant le régime juridique de l'adoption, ainsi que la loi visant la protection et la promotion des droits de l'enfant.

Suite aux nouvelles réglementations, ces instances sont les seules à juger les procès relatifs à l'approbation de l'ouverture de la procédure d'adoption interne, à la prise en charge en vue de l'adoption et à l'approbation de l'adoption, si l'enfant qui sera adopté réside en Roumanie et s'il est citoyen roumain ou étranger sans citoyenneté.

La Loi concernant le régime juridique de l'adoption prévoit à l'art. 39 que « l'adoption internationale de l'enfant domicilié en Roumanie peut être approuvée seulement dans la situation où l'adoptant ou l'un des époux de la famille adoptante domiciliée à l'étranger est grand-parent de l'enfant ».

Les autorités roumaines peuvent collaborer, en ce qui concerne l'adoption internationale, avec des organismes privés déployant leur activité sur le territoire du pays d'adoption seulement si ceux-ci sont accrédités par l'Etat respectif.

Le texte de la loi prévoit que les personnes qui doivent consentir à l'adoption sont les parents naturels ou le tuteur de l'enfant, l'enfant ayant dix ans révolus et l'adoptant ou la famille adoptante.

La Loi concernant la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Office roumain pour les adoptions est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005 ; à partir de cette date, le nouvel organisme prendra en charge les attributions qui concernent l'adoption, détenues à présent par l'Autorité nationale pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption.

*Simona Marin, deuxième Secrétaire,
Ambassade de Roumanie en Suisse
(Source : Bulletin trimestriel Info Romania 1/2005)*

Un «nombre impressionnant» d'enquêtes pour corruption

Un «nombre impressionnant» d'enquêtes pour corruption, concernant près de trois cents juges et des policiers, ont été ouvertes en Roumanie depuis le début de l'année, a souligné à Bruxelles le Premier ministre roumain, Calin Popescu Tariceanu. «Il y a des enquêtes qui portent sur un nombre impressionnant de juges et de policiers» et qui concernent «des faits de corruption», a expliqué le Premier ministre, en soulignant les efforts déployés par Bucarest en vue de son adhésion à l'Union européenne prévue en 2007.

Ces enquêtes concernent depuis le début de l'année 199 juges, 11 procureurs, 60 officiers de police et 16 officiers des douanes.

La Roumanie a été invitée par les responsables européens à redoubler de détermination pour combattre la corruption. L'UE a même imposé à Bucarest une clause de sauvegarde d'une sévérité sans égale pour les autres pays candidats, stipulant que l'adhésion de la Roumanie à l'Union, prévue en principe le 1^{er} janvier 2007, pourrait être retardée d'un an si le pays n'était pas «manifestement» prêt dans les domaines notamment de la Justice et des affaires intérieures.

La fille Ceausescu réclame l'exhumation des corps de ses parents

La fille de l'ancien numéro un roumain Nicolae Ceausescu a demandé aux autorités de prouver que ses parents étaient bien inhumés dans un cimetière de la capitale Bucarest. Elle a réclamé pour cela une exhumation des corps.

Les médias roumains ont rapporté que Zoe Ceausescu avait demandé au ministère de la Défense, via un tribunal bucarestois, de révéler ce qui était advenu exactement des corps de Nicolae et d'Elena Ceausescu après leurs exécutions sommaires le jour de Noël 1989, à la suite d'une insurrection contre le régime.

«Je veux connaître la vérité», a déclaré Zoe Ceausescu, 54 ans, aux médias roumains. «Aucun document officiel ne prouve qu'ils sont inhumés dans ce cimetière», dit-elle. Un millier de personnes ont péri durant l'insurrection de décembre 1989 en Roumanie. Selon certains historiens, il ne s'agissait pas d'un soulèvement populaire spontané mais d'un coup de force interne au Parti communiste pour faire

chuter les Ceausescu. La télévision avait retransmis leur procès expéditif et avait montré leurs corps après leur exécution, le jour de Noël 1989. Elle avait montré également des soldats portant en terre deux cercueils, au cimetière Ghencea de Bucarest.

Tous les 26 janvier, jour de naissance de l'ancien numéro un, des centaines de partisans de Ceausescu vont s'incliner sur la tombe de l'ancien dictateur pour allumer des bougies et chanter des hymnes communistes.

La famille Ceausescu doute depuis longtemps que Nicolae et Elena soient bien enterrés dans ce cimetière. Zoe Ceausescu a de ce fait demandé l'exhumation des corps, une enquête sur leur identité, et, s'il s'agit bien de ses parents, elle souhaite qu'ils aient droit à un enterrement chrétien et à des tombes privées.

Une exposition met à nu le culte de la personnalité autour de Ceausescu,

par Mihaela Rodina

Sur toile, en perles colorées ou sur carreaux de céramique, quelque 160 portraits de Nicolae et Elena Ceausescu ont été réunis au sein d'une exposition inaugurée à Bucarest, qui met à nu le culte de la personnalité ayant entouré l'ancien dictateur roumain et son épouse.

Baptisée «Réalisme socialiste» et accueillie par le gigantesque palais de Ceausescu, «l'exposition montre à quel point l'idéologie contrôlait l'art sous le régime communiste». Selon son conservateur, Florin Tudor, quinze ans après la chute du régime, «le moment est venu d'explorer la partie la plus sombre de l'art roumain, qui a fortement contribué au culte de la personnalité» ayant atteint son paroxysme dans les années 1980. Les tableaux, dont plusieurs sont intitulés «Hommage», mettent en scène les Ceausescu —grandeur nature pour certains— dans divers cadres: à la tribune s'adressant à des manifestants, sur un chantier, dans des usines, à la chasse ou se promenant main dans la main dans un jardin.

Oeuvres de peintres connus, dont l'actuel président de l'Union des artistes plastiques Zamfir Dumitrescu, ou d'«artistes anonymes», selon les étiquettes qui les accompagnent, les portraits montrent Nicolae et Elena sous un jour flatteur, jeunes et souriants, comme si le temps s'était arrêté pour eux avant l'âge de 40 ans.

«Peindre dans les années 1980 Ceausescu en tant que jeune révolutionnaire ou réécrire l'histoire pour le transformer en un «héros», c'est de la folie pure», commente M. Tudor.

Selon lui, le tableau qui choque le plus les visiteurs représente un portrait du prince moldave Etienne le Grand (1457-1504), figure de proue de l'histoire roumaine, qui sort de son cadre accroché au mur pour porter un toast au «conducator». Certains peintres se prêtaient à de tels compromis pour l'argent, d'autres par conviction et d'autres encore pour remercier le parti communiste après avoir obtenu certains bénéfices, par exemple la location d'un atelier», ajoute le conservateur de l'exposition.

«Aucun artiste n'a été contraint de peindre Ceausescu. Ceux qui l'ont fait souhaitaient préserver ainsi leur place dans la hiérarchie culturelle de l'époque», estime pour sa part le critique d'art Tudor Octavian.

Ileana, une étudiante en philologie qui n'avait que 5 ans au moment de la chute du régime communiste, éclate de rire lorsqu'elle se retrouve devant une composition réalisée en grains de blé et de riz représentant les Ceausescu, avec des cheminées d'usine en toile de fond.

«C'est le tableau le plus ridicule que j'aie jamais vu», s'exclame-t-elle.

Pour son amie, Stela, «le comble du kitsch» c'est un énorme portrait du dictateur encadré de morceaux de fourrure synthétique aux couleurs du drapeau national et accompagné d'une broderie au fil doré rappelant les «40 ans d'activité révolutionnaire du cher camarade», né le 26 janvier 1918 et mort, exécuté par balles avec son épouse, le 25 décembre 1989.

La plupart des oeuvres exposées étaient d'ailleurs créées pour être offertes au dictateur à l'occasion de son anniversaire, comme en témoignent les tableaux portant sa date de naissance et évoquant les «remarquables succès réalisés pendant l'époque Nicolae Ceausescu».

Alors que certaines voix se sont interrogées sur l'utilité de «déterrifier le passé», Constantin Cristea, un juriste à la retraite, se félicite de l'idée des organisateurs: «Tous les Roumains devraient visiter cette exposition pour ne jamais oublier cette page honteuse de notre histoire».

Une ministre roumaine promet une lutte «efficace» contre la corruption

La ministre roumaine de la Justice, Monica Macovei, a assuré jeudi que son gouvernement voulait combattre «de façon efficace et rapidement» la corruption, un phénomène qui fragilise les perspectives d'adhésion de son pays à l'Union européenne (UE). «Ce que nous devons faire est de fournir la garantie que la corruption est traitée de façon efficace et rapidement», a relevé la ministre devant des journalistes, à l'issue de deux jours d'entretiens à Bruxelles avec des eurodéputés. La Roumanie a été souvent épinglée, en particulier dans les rapports d'évaluation de la Commission européenne, pour l'ampleur de la corruption qui y règne. L'UE a même imposé à Bucarest une clause de sauvegarde d'une sévérité sans égale pour les autres pays candidats, stipulant que l'adhésion de la Roumanie à l'Union, prévue en principe le 1^{er} janvier 2007, pourrait être retardée d'un an si le pays n'était pas «manifestement» prêt dans les domaines notamment de la Justice et des affaires intérieures.

Mme Macovei a assuré que «dans un mois ou deux», des amendements législatifs et institutionnels permettront de fournir la garantie que la «corruption est traitée avec efficacité». Le passage de la ministre devant les eurodéputés intervient un mois environ avant que le Parlement européen ne donne son feu vert, le 13 avril, à l'adhésion de Bucarest mais aussi de Sofia. La signature du traité d'adhésion avec la Roumanie et la Bulgarie est prévue le 25 avril.

Avec neige et soleil, les stations de ski roumaines font le plein

par Yves-Claude Ilorca

Après les chutes de neige abondantes de janvier et février, accompagnées de soleil, les professionnels du ski de la vallée de Prahova, dans les Carpathes (centre de la Roumanie), se frottent les mains en ce début mars, car la saison a été excellente. «Nous avons ouvert notre petit hôtel en août dernier et depuis le début nous faisons le plein, surtout cet hiver avec les touristes étrangers et les expatriés de Bucarest», déclare Vlad Adrian, moniteur de ski et quatre fois champion de Roumanie de biathlon dans les années 90.

Azuga, Sinaia, Busteni ou Predeal sont autant de stations de ski de la vallée de Prahova, à moins de

deux heures de route de Bucarest, équipées de remontées mécaniques jusqu'à plus de 2.000 mètres d'altitude, avec au moins un mètre de neige au bas des pistes et des prix de nuitée entre 15 et 35 euros pour deux personnes dans un deux ou trois étoiles. Les grands hôtels de Sinaia au pied du château de Peles, villégiature des anciens rois de Roumanie, comme les hôtels créés sous le régime communiste de Nicolae Ceaucescu d'avant 1989, ont été rénovés et des petites pensions confortables se sont multipliées alentour, sur les flancs des Carpathes, avec confort et services aux normes de l'Union européenne, que le pays espère rejoindre en 2007.

Tous deux natifs d'Azuga, Vlad et son épouse Iulia vont pouvoir rembourser plus vite leur emprunt bancaire et faire crépir la façade de leur pension de huit chambres. Ils comptent déjà l'agrandir, pour répondre à une clientèle de plus en plus nombreuse de Hongrois et Ukrainiens, venus en voisins, d'Italiens, Français et Allemands, mais aussi de Coréens ou Chinois, travaillant à Bucarest. Car malgré les fortes chutes de neige, jusqu'à 50 cm en une nuit, «les services de voirie ont bien fait leur travail, tout était rapidement dégagé», se réjouit Vlad, trentenaire athlétique au regard clair, fier de montrer ses médailles de champion national, accrochées au petit bar de sa réception, avant de proposer à ses hôtes une ballade à ski dans les belles forêts des environs.

Les statistiques sur le nombre de touristes sont aléatoires, mais s'ils rechignent à donner des chiffres, tous les hôteliers de la région s'accordent à dire que la saison qui s'achève a été bien meilleure, «au moins 20% supérieure à la précédente», selon Vlad. Grâce au bouche à oreille, les petits hôtels de la vallée de Prahova ont souvent affiché complets. Mais il faut durer et innover. Vlad et Iulia ont ainsi créé une école de ski pour les enfants des clients et amis, pour mieux les fidéliser. Petite station populaire et familiale, Azuga est fière de sa brasserie et de la bière portant son nom. Vlad et Iulia y ont connu le succès dès l'été dernier, en proposant des randonnées à vélos et l'hiver prochain, en sus du ski, alpin ou de fond, une patinoire va s'ouvrir tout près de leur pension. A quelques kilomètres de là, Sinaia, station plus huppée, grouille de monde en ce premier dimanche de mars ensoleillé. Les Bucarestois y ont afflué, skis sur l'épaule. Certains d'entre eux auront dû patienter près de deux heures pour monter dans le téléphérique jusqu'à la cote 2000, offrant un superbe paysage des Carpathes enneigées.

Ouverture des archives de la Securitate, un cadeau peut-être empoisonné

par Mihaela Rodina

Les Roumains auront bientôt accès aux archives de la redoutable Securitate (police politique du régime communiste) après le transfert de douze kilomètres de dossiers à un organisme chargé d'étudier ces documents, mais ce cadeau pourrait bien se révéler empoisonné.

«Nous avons entamé le plus vaste transfert d'archives depuis la seconde guerre mondiale. Au total 60 millions de pages seront remises au Conseil national d'étude des archives de la Securitate» (CNSAS), s'est félicité un responsable du Service roumain de renseignement (SRI), Florin Pintilie. Selon lui, le SRI continuera à transférer les dossiers de l'ex-police politique au CNSAS, «au rythme d'un ou deux camions par jour», jusqu'à ce que deux tiers des quelque 18 kilomètres d'archives se retrouvent dans les entrepôts du Conseil, à Popesti-Leordeni (sud-est de Bucarest). Le SRI a toujours préféré parler d'archives au kilomètre plutôt qu'en nombre de dossiers. Les six kilomètres de documents restant qui, selon le SRI, ont trait à la sécurité nationale, seront analysés d'ici la fin de l'année par une commission conjointe, afin qu'une décision soit prise quant à leur éventuelle déclassification. Mais nombre d'historiens et d'analystes voient dans la décision du SRI de rendre publics ces documents, après s'y être opposés pendant quinze ans, un piège tendu au CNSAS.

L'ancien député Ticu Dumitrescu, initiateur de la loi adoptée en 1999 visant à démasquer les anciens membres et collaborateurs de la police politique, accuse notamment le SRI de vouloir «maintenir son monopole sur les archives, en refusant de remettre au CNSAS également les registres et les banques de données» qui permettraient aux membres du Conseil de se repérer plus facilement. «Retrouver le nom d'un agent de la Securitate reviendra à chercher une aiguille dans une botte de foin», a estimé M. Dumitrescu, sur la chaîne d'informations Realitatea TV.

En raison des réticences à ouvrir l'accès à ces archives, seules quelque 10.000 personnes ont jusqu'ici pu consulter leurs dossiers établis par la Securitate, alors qu'environ 1,5 million de Roumains avaient été surveillés. «Formellement, nous ne pouvons pas nier que le SRI nous ait livré une partie de ses archives, mais en fait il s'agit d'un énorme bluff», a pour sa part lancé l'un des membres du

CNSAS, l'écrivain Horia Patapievici, dans un entretien à l'AFP. «Les services secrets ont une nouvelle fois réussi à imposer leur point de vue, en remettant les dossiers sans les instruments indispensables pour pouvoir les utiliser», a-t-il regretté. Selon lui en outre, le SRI «met en avant la nécessité de défendre la «sûreté nationale» pour expliquer le retard pris par l'ouverture des archives, alors qu'il s'agit plutôt du souhait de «préserver le pouvoir émanant de la détention de dossiers» compromettants pour divers acteurs politiques. Depuis 1990, des documents révélant les liens entre responsables politiques, membres du clergé ou intellectuels de marque et la police politique ont été utilisés en Roumanie comme un instrument de chantage. Enfin, souligne M. Patapievici, alors que les Roumains attendent toujours de connaître les noms des agents de la Securitate qui les ont surveillés, le SRI s'attache à «révéler les noms des informateurs, tandis qu'il protège les officiers». Pour l'historien Marius Oprea, ce choix n'est pas surprenant, car les services secrets continuent à utiliser «environ un tiers des officiers de la Securitate», tout en assurant avoir purgé massivement leurs effectifs après 1990. Mais, dit-il, bien qu'incomplet, ce début d'ouverture des archives représente «un pas en avant, qui permettra de déconstruire les mécanismes de la Securitate».

Communiqué de RRI : Horaires et fréquences du 27 mars au 30 octobre 2005.

Radio Roumanie Internationale diffuse quotidiennement des émissions en langue française en ondes courtes, en Real Audio sur Internet, à l'adresse www.rri.ro. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site.

Pour l'Europe occidentale écoutez-nous :

A 6 h TU, nous avons une émission de 26 minutes sur 7220 et 9655 kHz.

Pour notre émission de 11 h TU (56'), branchez vos postes sur 11830 ou 15250 kHz.

A 17 h TU, nos auditeurs peuvent nous écouter (pendant 56') sur 9535 et 11765 kHz.

Notre dernière émission du jour reste à 21 h TU (26'). Suivez-la sur 7225 et 9585 kHz.

Nos émissions vers l'Europe Occidentale sont également diffusées sur le satellite HOT BIRD 6, fréquence de 11623,28 Mégahertz, polarisation verticale, azimuth 13° Est, ainsi que sur WRN Français, à 17 h 30 TU.

Nous attendons vos rapports d'écoute. Bonnes radios!

**Au pays des villages roumains
Guide du Réseau OVR
Retea turistica**



La seconde édition, enrichie de 13 fiches avec carte, au total 41 fiches, est maintenant disponible au prix de CHF 25.-, le guide complet – avec classeur - en souscription jusqu'au 30 juin 2005, ensuite CHF 30.- ; le jeu complet des fiches seules CHF 20.- ; le lot des 15 fiches nouvelles sous plastique CHF 10.-.

Toutes les fiches ont été corrigées (téléphone, courriel, etc.), 3 fiches ont été complètement refaites : Beriu, Petreni et Lesnic. Prix de la fiche (sans plastique) CHF -.50; la chemise en plastique CHF -.25.

Commandes : Martine Bovon, rue du Borgeaud
35 1196 Gland –

martinebovon@bluewin.ch

Change (23 février)

1 € = 36133 lei / 3,61 lei lourds
1 CHF = 23349 lei / 2,33 lei lourds

15 ans d'OVR

OVR-ROUMANIE a édité, en 2004, pour les « 15 ans de partenariat européen et solidarité au cœur du milieu rural » un DVD d'une quinzaine de minutes, à commander au secrétariat au prix CHF 20.- + frais de port. Il sera présenté et vendu lors de l'Assemblée générale à St-Légier.

Gourmandise roumaine

« Savoureuse Roumanie » : 358 recettes culinaires et leur histoire de Radu Anton Roman aux éditions Noir sur Blanc.

Nous avons testé la fricassée de coings, çà change des sarmales et autres caviars d'aubergines !

Auberges de jeunesse

Quelques sites à consulter :

<http://www.hihostels-romania.ro>

<http://www.rotravel.com/hotels/helga/home.htm>

<http://www.vipbackpackers.com/hostels>

Nouveaux membres OVR-CH

Après l'AG 2004 à Meyrin, ont adhéré :
Puplinge (GE) parraine Plaiesti de Jos, HD et
Vernier (GE) – Arduzat, MM.

Adieu les zéros

Dès le 1^{er} juillet les lei lourds auront cours en Roumanie (quatre zéros en moins, 1 nouveau leu = 10'000 anciens lei). Afin d'éviter des abus, les commerçants doivent, depuis le 1^{er} mars, afficher les prix en anciens et nouveaux lei.